

<https://www.pressegauche.org/1er-mai-Placons-la-question-du-travail-des-immigrantEs-au-coeur-de-nos-luttes>



1er mai : Plaçons la question du travail des immigrantEs au coeur de nos luttes contre l'austérité



- Société - Mouvement antiraciste -
Date de mise en ligne : mardi 5 mai 2015

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Montréal, 1er mai 2015 - Dans le contexte de la lutte contre l'austérité, Solidarité sans frontières appelle tous les groupes et centres communautaires, les collectifs, les syndicats, le personnel soignant, les institutions éducatives, les banques alimentaires, les refuges, les coopératives d'habitation, etc., à s'engager à donner des services à tout le monde, sans tenir compte du statut migratoire et à placer la question du travail des immigrantEs au coeur de nos luttes contre l'austérité.

Au cours des derniers mois, des coupures considérables dans plusieurs services sociaux - santé, aide au logement, aide à l'emploi, assistance sociale, éducation, etc. - ont été annoncées au Québec. Ces attaques contre les gains obtenus grâce aux luttes sociales dans le passé ont mené à d'inspirantes mobilisations à grande échelle à Montréal.

Cependant, au Québec, des centaines de milliers de personnes étaient déjà exclues des programmes sociaux - éducation, soins de santé, garderie, aide au logement, soutien aux personnes handicapées, assistance sociale et assurance chômage - à cause de leur statut migratoire, malgré que leur travail contribue massivement à ces programmes et au bien être de la société en général.

Les services sociaux dont bénéficient les citoyenNEs canadienNEs sont soutenus par le travail de personnes exclues de ces services et rejetées comme « illégales », étiquetées de « faux réfugiés », de « criminelLEs », de danger pour la « sécurité nationale », de « terroristes », de menaces à nos « valeurs ».

Dans les usines, sur les terres agricoles, dans les restaurants, les hôpitaux et à la maison, les immigrantEs travaillent dans la précarité pour produire des denrées bon marché, pour nettoyer, servir et garder les enfants de la classe moyenne et aisée. La GRC estime qu'il y a environ 500 000 sans papiers au Canada ; ils et elles travaillent généralement sous le salaire minimum, durant de longues heures, dans des conditions médiocres et dans des situations précaires organisées par les agences de travail temporaire. Il y a aussi près de 770 000 résidentEs non-permanentEs (selon une récente étude de la CIBC), dont plusieurs sont des travailleurs et travailleuses temporaires (ex. : travailleurs étrangers temporaires, travailleurs agricoles saisonniers, aides familiales) attachéEs à leurs employeurs. Généralement, ces travailleurs et travailleuses subventionnent activement des services publics auxquels ils et elles n'ont qu'un accès limité ou pas d'accès du tout. Des milliers d'immigrantEs reçuEs sont reléguéEs au travail au salaire minimum et font face au racisme sur leur lieu de travail, particulièrement avec l'islamophobie violente qui submerge le Québec.

La peur des détentions indéfinies et de la déportation gardent les immigrantEs dans une constante précarité et est utilisée comme moyen de contrôler cette force de travail et de détruire toute résistance sérieuse à l'exploitation. Selon Steven Blaney, plus de 18 000 immigrantEs ont été déportéEs par l'Agence des services frontaliers du Canada (AFSC) en 2012-2013 - une moyenne de 49 déportations par jour. Alors qu'il coupe dans les services sociaux, le Canada continue de dépenser sans compter pour les déportations et les détentions. Le budget de l'ASFC a été augmenté de 2,1 milliards \$ en 2013 et l'agence a reçu d'autres allocations dans le budget 2015. Le Canada a dépensé plus de 54 millions \$ par année pour incarcérer des immigrantEs dans des prisons et des centres de détentions (souvent gérés en partenariat avec des compagnies privées comme G4S et Garda).

Les mesures prises pour « sécuriser nos frontières » sont en réalité un moyen de sécuriser une main d'oeuvre accommodante et facilement exploitable à travers le pays. Alors que les capitalistes canadiens transfèrent des emplois à l'étranger pour exploiter des travailleurs et travailleuses en profitant de situations de crises et de désespoir, les politiques provinciales et fédérales d'immigration piègent les immigrantEs qui ont fuit ce désespoir dans un

1er mai : Plaçons la question du travail des immigrantEs au coeur de nos luttes contre l'austérité

nouveau système d'exploitation.

La marche débutera à 14h au métro Saint-Michel.

Solidarité sans frontières prendra encore la rue le 31 mai prochain, pour dénoncer les déportations et pour demander un statut égal pour touTEs les résidentEs de Montréal.

La marche débutera à 14h au métro Saint-Michel.

► 30-

Source : Solidarity Across Borders

Background : www.solidarityacrossborders.org